

# Pontivy : Centre des finances publiques.

## L'avenir s'assombrit

21 janvier 2016 / Emmanuel Nen /



Christophe Rissel,

Annie Rio, Jean-Marc Papotier et Patrick Ravache, les représentants des syndicats CGT, Solidaires et FO des finances publiques.

Inquiets sur le maintien du service de proximité des finances à Pontivy, les syndicats tirent la sonnette d'alarme. Ils dénoncent une « désertification du service public » dans le Centre-Bretagne.

Hier, comme c'est le cas tous les mercredis depuis le 1<sup>er</sup> juillet, l'entrée du centre des finances publiques, rue Albert-De Mun, était fermée au public. Plusieurs usagers ont exprimé leur déconvenue. Comme cette Rohannaise, qui a fait le déplacement spécialement pour « se renseigner pour ses impôts. Je voulais avoir un interlocuteur, je ne sais pas me servir d'internet ». Un exemple ô combien significatif des inquiétudes de l'intersyndicale CGT, Solidaires et FO des finances publiques du Morbihan, qui tirent la sonnette d'alarme quant au devenir du service public de proximité à Pontivy.

### **Deux services délocalisés à Vannes**

Actuellement, 60 agents y travaillent. Mais le 1<sup>er</sup> février, le service du cadastre sera transféré à Vannes puis, le 1<sup>er</sup> septembre, ce sera le tour de la fiscalité immobilière

(assurance-vie, droits de succession, gestion de l'ISF). Resteront les services des impôts des entreprises et des particuliers, ainsi que la publicité foncière. Pour combien de temps ? « On veut alerter sur la situation de Pontivy et du Centre-Bretagne, qui subissent la désertification du service public. Il y a une déshumanisation car la direction prône les démarches par internet.

A l'avenir, on craint une accélération du processus avec la fermeture au public d'un deuxième jour puis des accueils sur rendez-vous, comme à la Caf ou à Pôle Emploi ». Les services publics ferment les uns après les autres. A Pontivy, l'antenne de la Banque de France après le tribunal d'instance, même si ce dernier a été compensé, en partie, par la maison de justice et du droit. À Rohan, la trésorerie a fermé ses portes le 1<sup>er</sup> janvier, après celle du Faouët. « L'avenir de la trésorerie de Guémené-sur-Scorff n'est pas assuré, celle de Gourin a été sauvée de justesse grâce à l'action des élus. La bataille se gagne sur le terrain ».

### **« Développement de la souffrance au travail »**

Conséquence de ces recherches de gain de productivité, qui aboutissent à des suppressions d'emplois : « On constate un développement de la souffrance au travail. Il y a moins d'agents pour assumer une même charge. Cela crée de grosses difficultés dans les services. Le médecin du travail a été surpris du nombre de personnes dans ce cas-là ». Voilà pourquoi les agents des finances publiques participeront aux rassemblements organisés à Vannes et Lorient mardi, aux côtés de leurs collègues des fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière. Une mobilisation pour inciter à augmenter les salaires et pensions, mais aussi défendre un service public de qualité.

© Le Télégramme <http://www.letelegramme.fr/morbihan/pontivy/centre-des-finances-publiques-l-avenir-s-assombrit-21-01-2016-10928311.php#J9w5IB2vV5g4fODT.99>